

Agir localement pour une citoyenneté planétaire

La marche vers un autre monde fondé sur le droit et la solidarité, soumet le mouvement « altermondialiste » à rude épreuve :

- **une guerre illégale en Irak** laisse, malgré la chute de Saddam Hussein, le peuple irakien divisé, face à une occupation militaire, une économie et des institutions dévastées et des ressources pétrolières confisquées par les puissances occupantes ;

- **un G8 illégitime** va se réunir les 1, 2 et 3 juin à Évian pour organiser le partage de la dépouille irakienne et affermir la domination économique des pays riches sur l'ensemble de la planète (par la dette, les zones de libre échange, les politiques du FMI et de la Banque mondiale, et si besoin est, la menace et l'intervention militaire) ;

- **le virus AGCS** (Accord général sur le commerce des services, négocié dans le cadre de l'OMC) vise à tuer les principes de solidarité et de service public (y compris pour la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie) pour les soumettre aux lois du commerce et de la concurrence ;

- **un gouvernement français de régression et de répression sociale** entreprend la liquidation des systèmes de retraite par répartition et de sécurité sociale, mis en place après la deuxième guerre mondiale.

Vers une « société civile mondiale »...

Bien sûr ces évolutions ne vont pas se produire en un jour car les autorités nationales et internationales doivent prendre en compte les opinions publiques et craignent les mouvements de révolte des citoyens.

En effet **le mouvement social a prouvé sa vitalité**. A Porto-Alegre le 3^{ème} Forum social mondial a dénoncé les dégâts du modèle de développement libéral, débattu de propositions alternatives, préparé la mobilisation mondiale contre la guerre en Irak. Il a confirmé la naissance d'une « société civile mondiale » qui se mobilise pour qu'un autre monde soit possible.

L'action d'Attac Pays d'Aix à l'échelon

local vise à développer la conscience de cette « citoyenneté planétaire » de plusieurs façons :
– en élargissant ses collaborations avec le monde associatif et syndical à l'échelon aixois ou

départemental. Attac a été une des chevilles ouvrières du Collectif aixois contre la guerre en Irak. Le Forum social départemental les 2 et 3 mai à Marseille va permettre de rassembler les principales associations et syndicats du département pour débattre des effets de la mondialisation à l'échelon local et préparer collectivement le contre-G8 de juin à Évian ;

– en développant son action en direction des élus et responsables politiques. Sur le thème de l'AGCS un travail d'information et de sensibilisation est en cours qui, nous l'espérons, se traduira par des prises de position des assemblées territoriales de la région du département ou de communes du Pays d'Aix ;

...qui passe aussi par la fête

– par l'expansion du champ territorial de son intervention : tenue régulière de stands Attac sur les marchés du centre ville mais aussi du Jas de Bouffan et de Venelles, réunions bimensuelles au Jas de Bouffan, interventions au centre social Jean-Paul Coste. Nous appelons les adhérents à faire des propositions allant dans le sens de cette extension de nos interventions ;

– en diversifiant nos types d'intervention : théâtre (« Le Procès de la dette »), musique (chorale, fanfare...), investissement du domaine public (« arbre des services publics »), fête, expositions, photo, vidéo etc. Un groupe de travail « conception / réalisation d'actions symboliques » a été créé. Nous appelons nos adhérents à apporter de façon ponctuelle ou plus engagée, leurs compétences et leurs propositions pour que l'action d'Attac Pays d'Aix puisse être aussi une fête.

Et retrouvons-nous nombreux le 1^{er} mai journée de solidarité internationale, le 13 mai pour le maintien d'un système de retraite solidaire, les 2 et 3 mai pour le FSD-13, les 1, 2 et 3 juin contre le G8 illégitime.

Bernard Lagune

Nos RENDEZ-VOUS PUBLICS

cafés attac citoyen

mercredi 14 mai, 19h30

Salle Voltaire, 11, rue des Muletiers

**L'AGCS
bombe à retardement
contre les services publics
et la démocratie**

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) vise à toujours plus de concurrence entre les services, constituant une menace pour tous les services, y compris les services publics.

L'AGCS, qui fait partie des accords instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), menace aussi les prérogatives des élus à tous les niveaux de décision (commune, département, région, état, union européenne).

C'est pourquoi Attac se mobilise pour obtenir une suspension des négociations en cours, et pour que 100 collectivités locales se déclarent « zone non AGCS », comme un certain nombre de municipalités, conseils généraux ou régionaux.

☞ p. 3

mercredi 11 juin, 19h 30

Salle Voltaire, 11, rue des Muletiers

**Quel service public
pour quelles énergies ?**

Pétrole - gaz - charbon - énergies renouvelables - électronucléaire...

Après le CAC de 2002 sur l'affaire Enron, l'actualité impose de prolonger le débat sur la marchandisation de l'énergie et ses enjeux.

☞ p. 2

**2 & 3 mai
Forum social
départemental
à Marseille** ☞ p. 2

**1^{er} - 3 juin
Contre le G8
à Évian** ☞ pp. 2 et 4

AGENDA

• **mardi 6 mai, 19h30** – débat "le bien commun", salle des Cèdres, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **mercredi 14 mai, 19h30** – Café Attac Citoyen (CAC) : **AGCS : la bombe à retardement de l'OMC** contre les services publics et la démocratie au profit des transnationales. Face à ces menaces, comment se mobilise Attac ? **Salle Voltaire, rue des Muletiers.**

• **mardi 20 mai, 19h30** – **débat sur le G8 d'Evian** : «Le G8 illégitime : ils sont 8, nous sommes des milliards», **salle des Cèdres, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.**

• **mardi 3 juin, 19h30** – **débat "une europe à construire avec les citoyens"**, **salle des Cèdres, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.**

• **mercredi 11 juin, 19h 30** – **Café Attac Citoyen (CAC) : Pétrole - gaz - charbon - énergies renouvelables - électronucléaire.** Quel service public pour quelles énergies ? **Salle Voltaire, rue des Muletiers.**

• **mardi 17 juin, 19h30** – **débat : "Demain comment serons-nous soignés et pour quel prix ?"**, **salle des Cèdres, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.**

• **Mercredi 21 mai, mercredi 18 juin, 19 h.** – **Cours d'économie** de R. Gallimard. **Annexe du centre Jean-Paul Coste.** Contact : Méline Martin 04 42 39 99 69 (après 19 h).

• **samedi 24 mai, 18 h** – «**Le Procès de la dette**», **Martigues, salle de conférence, fête de la jeunesse.**

Pour une troupe de musiciens !

La musique peut être aussi convaincante que des discours. Je propose à ceux qui ont envie de fantaisie, de constituer une troupe informelle de musiciens pour agrémenter nos sorties publiques et dynamiser les manifs, événements, etc. Pas besoin d'être pro. Me contacter : Jean-Claude Baudon: 04 42 28 84 35 _

jc.baudon@baudon-sculpteur.com

Forum social départemental à Marseille les 2 et 3 mai

Note aux abonnés connectés : afin de ne pas trop alourdir la Lettre aux adhérents, nous vous propo-

sons de prendre connaissance du programme du FSD 13 en le téléchargeant à : <http://www.forumsocial13.org/>
Les abonnés « papier » trouveront ce programme inséré dans leur Lettre favorite.

Lundi 5 mai à 18h30,
Maison du Peuple
de Gardanne

Développement durable ou après développement ?

Conférence de Silvia Perez Victoria de l'association La Ligne d'Horizon. Le concept du développement durable semble aujourd'hui partagé par tous. Ce modèle d'économie écologique table sur une bonne gestion des ressources naturelles. Or, notre environnement ne cesse de dégrader et l'extension du mode vie des pays riches (la mondialisation) nous conduirait, en quelques décennies, à consommer les ressources naturelles équivalentes à plusieurs planètes. Et la prise de conscience est faible...

CAC du 11 juin : Quel service public pour quelles énergies ?

Depuis le début de 2003, le gouvernement organise un débat national sur les énergies. Mais la privatisation d'EDF est toujours présentée comme inéluctable. Dans la région, la question est aussi posée par la fermeture de la mine de Gardanne, l'extension du CEA-Cadarache avec le projet ITER et par la faiblesse des investissements publics pour le développement des énergies renouvelables alors que le climat y est particulièrement favorable.

ENSEMBLE A EVIAN ! MOBILISATION REGIONALE CONTRE LE G8

Nous avons retenu trois bus pour aller manifester ensemble. Chacun peut retenir sa place. Nous partirons le samedi 31 mai au matin pour rentrer dimanche soir. Nous participerons à l'initiative "le feu au lac", samedi, et à la grande manifestation transfrontalière du dimanche. Inscriptions : thibaud.hulin@libertysurf.fr
Tel: 06 81 98 21 10

Le café citoyen du 11 juin abordera ces questions à partir d'une présentation des enjeux énergétiques prenant en compte les exigences de développement durable et de contrôle démocratique.

Le collectif aixois contre la guerre en Irak continue son action

Le 12 avril a eu lieu la 7ème manifestation de rue. L'occupation illégale et intéressée de l'Irak par l'armée anglo-américaine, le refus de prendre en compte les aspirations politiques de la population irakienne, les menaces sur la Syrie, l'unilatéralisme des États-Unis, l'absence d'armes de destruction massive en Irak, les souffrances aggravées, sont autant de raisons qui poussent Attac-Pays d'Aix et les autres organisations du collectif à rester

mobilisées.

Nous défilons le 1^{er} mai à Aix (10h, cours Mirabeau) derrière les syndicats CGT, CFDT et FSU. Le collectif envisage aussi de participer aux débats lors du Forum social des 2 et 3 mai à Marseille, ainsi qu'aux manifestations, le 1^{er} juin, contre la tenue du G8 à Evian, et en particulier contre la présence de George W. Bush et de Tony Blair sur le sol français.

Enfin, le collectif se réunit à nouveau le **30 avril** (local du 27, rue Felibre-Gaut, à 21h) pour débattre des nouveaux mots d'ordre et des actions futures.

Gérard Guieu et Laurent Kriger
<contrelaguerre.aix@free.fr>

Fête Attac le 14 juin

En vue de la fête des comités locaux ATTAC-13 et Sud Luberon, le 14 juin au parc de Valabre, les groupes sont constitués. Mais il nous faut beaucoup de bénévoles.

Inscrivez-vous auprès de danyugliese@net-up.com ou au 04 42 24 16 81 en précisant vos souhaits et coordonnées.

Les thèmes des débats et forums restent à approfondir; l'intervention de Jacques Nikonoff paraît possible.

Comme en 2002, merci d'apporter un ou plusieurs gâteaux pour vente à la buvette. Les bons de soutien à 3 euros vont être mis en vente.

Dany Pugliese

GROUPES THÉMATIQUES

Participer aux réunions des groupes thématiques, c'est le meilleur moyen à la fois pour se former soi-même et préparer

l'information des «Cafés Attac Citoyens». Il est possible de s'y inscrire à tout moment en contactant les animateurs.

groupes	dates et lieux	contacts
Économie solidaire-Cigales	mercredi 7 mai, 19h30 "Sur la route de Samarkande", 10, rue Campra	Ernest Hussy 04 42 92 67 15 (06 80 90 06 46)
« Attac au Jas »	mercredi 4 juin 19h30, lieu à préciser mardi 13 mai 19h30, 19h30 salle du Cèdre, Jas de Bouffan	Nicole Jarrié 04 42 63 27 05
Annulation de la dette	mercredi 7 mai, 19h chez Raymonde Lagune	Raymonde Lagune 04 42 96 66 46
Programmes politiques	vendredi 25 mai, à 20h, chez Laurent, 27 rue de l'Opéra	Laurent Kriger 04 42 27 19 69
Démocratie	lundi 12 mai 19h15 "Sur la route de Samarkande", 10, rue Campra	Vincent Porelli 04 42 93 11 68
« Attac Jeunes »		Moritz Hunsmann 04 42 63 22 14
Préparation de la fête d'attac 13	mardi 20 mai 18h30 à la Maison du peuple à Gardanne	Danielle Pugliese 04 42 24 16 81
Finances/Tobin/paradis fiscaux		Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94
Environnement	mercredi 28 mai - mercredi 25 juin - 19h "Sur la route de Samarkande", 10, rue Campra	Danielle Pugliese 04 42 24 16 81 (06 80 90 06 46)
Retraites		Christiane Benlian 04 42 22 17 84
AGCS	lundi 5 mai 19h30 Café de la Madeleine, place du Palais de justice	Anne-Marie Alary 04 42 95 10 84
Conception/réalisation d'actions symbolique		Jean-Claude Baudon 04 42 28 84 35

Des assemblées d'élus disent non à l'AGCS

Après le conseil général de Haute-Garonne en janvier, le conseil de Paris en février et le conseil régional de Midi-Pyrénées en mars, déjà près de 15 collectivités françaises ont voté des motions demandant notamment une suspension des négociations AGCS en cours actuellement dans le cadre de l'OMC. Ces décisions résultent d'un large mouvement de sensibilisation des élus auquel Attac participe par sa campagne « 100 collectivités locales contre l'AGCS ».

Pourquoi cette mobilisation de nos élus locaux ?

L'AGCS (Accord général sur le commerce des services) fait peser de graves dangers sur les services publics, la cohésion nationale et la démocratie. Il accentue le poids de la compétition entre les territoires locaux en livrant toujours plus d'activités de services au commerce mondial et aux grands groupes multinationaux. Par ailleurs, il s'applique à tous les échelons administratifs, de l'État aux communes, en passant par les régions et les départements. Ces négociations sont menées dans le plus grand secret. C'est pour cela que se développe cette campagne d'appel de collectivités territo-

riales contre cette remise en question des prérogatives des élus.

Que peut faire le comité local Attac Pays d'Aix ?

Plusieurs actions ont été entreprises à notre niveau et doivent être poursuivies : nous avons déjà *rencontré plusieurs élus* afin de les sensibiliser aux enjeux de cet accord et de les inciter à faire voter une motion dans leur assemblée d'élus. Nous visons à faire en sorte que le conseil général des Bouches-du-Rhône, le conseil régional PACA et le maximum de communes du Pays d'Aix votent une motion relative à l'AGCS.

Nous avons créé un *groupe de travail* dont une des tâches prioritaires est de former des militants sur le sujet afin de pouvoir démultiplier les démarches auprès des élus, des partis politiques, des syndicats, des entreprises, des associations, etc. Nous avons déjà entrepris ce travail d'information, mais nous devons être plus nombreux pour pouvoir toucher un public encore plus large. Notre prochaine réunion, ouverte à tous les volontaires aura lieu le lundi 5 mai à 19 heures 30 au Café de la Madeleine.

Nous allons consacrer notre prochain Café citoyen aux enjeux de l'AGCS et nos élus y seront conviés. Nous vous invitons à y venir nombreux et à en parler autour de vous.

Quels axes de mobilisation ?

L'éducation populaire...

Il faut multiplier les actions d'information et de formation afin d'alerter sur les enjeux et d'expliquer les mécanismes de l'accord. C'est la stratégie de « Dracula » : mettre en lumière les dangers pour mieux les neutraliser : pleins feux sur l'AGCS !

... tournée vers l'action...

Nous devons nous mobiliser autour des échéances importantes des négociations : le conseil des ministres de l'OMC à Cancun en septembre 2003 est la prochaine étape. La fin des négociations est prévue le 1^{er} janvier 2005, cela nous laisse le temps de nous organiser pour résister et imposer un moratoire.

... et articulée avec le mouvement social

Tous les acteurs économiques, politiques et sociaux sont concernés par les conséquences de l'AGCS, de la petite entreprise aux élus locaux, en passant par les syndicats et le monde associatif. Nous devons y résister collectivement.

Anne-Marie Alary, Michelle Fourny

➔ **L'AGCS, bombe à retardement contre les services publics et la démocratie. Café attac citoyen, mercredi 14 mai à 19h30 : Salle Voltaire 11, rue des Muletiers.**

CAFÉ DE MARS SUR L'ÉCOLE

L'amphi H de la faculté de lettres a fait le plein, le 12 mars, pour le Café citoyen consacré à l'offensive libérale sur l'éducation et animé par Samuel Johsua, professeur à l'université de Provence. En voici un compte rendu.

L'Éducation comme un business

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) prévoit la libéralisation de tous les services, exceptés ceux relevant strictement de l'État. L'éducation comme la santé sont concernés par cet accord négocié en ce moment au sein de l'OMC. Le commissaire européen Pascal Lamy, qui négocie au nom de l'ensemble de l'Union européenne, annonce que l'éducation n'est pas concernée par cette remise en question du service public.

Mais le danger de l'AGCS est qu'une fois l'accord signé, les États se sont engagés à élargir sans cesse davantage les services à la concurrence. C'est alors l'OMC qui peut décider de ce qui est juste,

et non plus les États. C'est surtout l'enseignement supérieur et universitaire qui sont visés par la privatisation. Aux États-Unis, les universités privées existent déjà (ex : Université Microsoft). L'enjeu n'est pas seulement de faire de la formation un

marché juteux (estimé à 2.000 milliards de dollars), mais aussi de renforcer encore l'idéologie libérale.

Les ajustements structurels poussent les pays du

Sud, par exemple, à abandonner l'enseignement supérieur pour se concentrer sur le primaire. De cette façon, les élites qui accèdent au secondaire sont invitées à se former à l'étranger, ou mieux encore, à choisir l'enseignement à distance dans les grandes universités occidentales mises en concurrence. Outre que cet enseignement est de plus en plus élitiste, il tend à former les esprits sur le modèle culturel américain.

La libéralisation de l'éducation commence par un changement radical d'état d'esprit. Les institutions internationales, Banque mondiale, FMI, OCDE, OMC, imposent peu à peu l'idée que l'éducation doit être au service de l'économie. Les

diplômes d'État, les programmes officiels, n'ont alors plus de raison d'être dans un monde où l'école est censée transmettre des « compétences » utiles aux entreprises.

La mise au service de l'économie passe aussi par la promotion de l'idéologie libérale : jeux d'initiation à la Bourse comme moyen facile de s'enrichir, introduction de la publicité à l'école (mallettes pédagogiques offertes par des entreprises aux collèges en manque de moyens financiers). Aux États-Unis, plus d'une école sur dix pratique la publicité vidéo obligatoire le matin pour tous les élèves, par contrat avec les entreprises qui ont financé le matériel scolaire.

L'idéologie libérale considère aussi que l'école doit, pour être efficace, fonctionner sur le modèle unique de l'entreprise. Le chef d'établissement devient alors un gestionnaire (matériel, personnels). Les écoles, même publiques, sont mises en concurrence pour obtenir des crédits proportionnels au nombre d'élèves et aux résultats scolaires (Royaume Uni). C'est l'émergence d'un système à deux vitesses où la scolarisation des exclus vise avant tout à maintenir un minimum de cohésion sociale pour la conservation du système général.

Laurent Kriger

Les jeunes s'engagent contre le G8

Les huit pays les plus riches de la planète, vont se réunir à Evian, du 1^{er} au 3 juin. Ce sera la grand-messe néolibérale du G8. Attac mobilise ses adhérents contre ce sommet. A Aix, ce sont les jeunes du comité local qui, dans le collectif *Pour un autre monde* (PAM), s'activent en vue du déplacement à Evian où une organisation et des initiatives se mettent en place. Les jeunes d'Attac-Aix ne sont pas en reste – étant entendu que « jeune » désigne tout altermondialiste convaincu, en état de monter à Evian d'ici la fin mai...

La mobilisation aixoise

Le collectif PAM (*Pour un autre monde*) (<http://collectifPAM.free.fr>) est au centre de

la mobilisation anti-G8. Il a été créé à l'initiative de jeunes Aixois d'Attac, des Jeunes communistes révolutionnaires, du Mouvement des jeunes socialistes, du Rassemblement franco-palestinien pour la paix, de Socialisme par en bas, de l'UNEF, et de l'association Agir contre le chômage. Après s'être investi sur les questions de la guerre et de la Palestine (Journée pour la Paix du 26 mars), il sera très présent dans la principale mobilisation altermondialiste du mois de mai.

Le PAM organise une journée anti-G8 (film, débat, concert...) le 6 mai, sur le campus aixois. Le 20 mai Attac se mobilise sur le même thème du G8, au Jas de Bouffan cette fois.

Quant aux Jeunes d'Attac, ils se concen-

trement sur une action symbolique : la construction d'une balance géante, « huit contre des milliards », machine interactive, qui devrait être clairement visible pendant le sommet.

Le Village Intergalactique

À Evian, le Village Intergalactique va rassembler : réseaux, manifestations, activités culturelles et festives, actions de résistance symbolique, de blocage, etc.

Sont prévus : des concerts de Ska P, Tiken Jah (reggae Côte d'Ivoire), des débats sur les alternatives à la consommation, à l'énergie, sur la démocratie, les rapports nord-sud, la guerre globale, le Chiapas, des activités samba, foot, jeux dans la nature, marionnettes, etc.

Thibaud Hulin

☛ Petites annonces pratiques

Vous cherchez ou proposez du transport (co-voiture, bus etc.), vous recherchez de l'hébergement... vous pouvez publier directement sur le site votre petite annonce.

Le système est en place sur www.attac.info/g8evian grâce à l'équipe d'attac.info

G8 : Groupe des huit pays les plus industrialisés (= les plus riches). C'est un club qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des huit pays en question, auxquels s'ajoute président de la commission de l'Union européenne. Des réunions, plus fréquentes, des ministres des finances et des gouverneurs de banque encadrent ces sommets. Ces sommets annuels sont l'occasion de passer en revue les grands problèmes financiers et de tenter de coordonner les politiques économiques.

Le premier sommet (G6) a eu lieu à Rambouillet (France) en 1975. Le Canada est admis l'année suivante, et la Fédération de Russie dès 1998. Si peu de sommets ont débouché sur des accords notables, ces quatre dernières années ont été marquées par un infléchissement du G8 en faveur de l'allègement de la dette, de la lutte contre les maladies infectieuses, de la lutte contre le terrorisme, et du développement durable en Afrique ou au Proche-Orient.

L'État français centre les objectifs du G8 autour de quatre thèmes :

- l'Afrique et l'accès à l'eau;
- la responsabilité « dont doivent faire preuve les États mais aussi l'ensemble des acteurs économiques dans les domaines financier, social, environnemental et éthique » ;
- la démocratie (sic !) « par un dialogue soutenu avec la société civile et avec les autres États ».
- la sécurité, « en renforçant la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération d'armes de destruction massive ».

De si nombreuses déficiences !

La couverture « humanitaire » du G8 est extrêmement contestable car parfaitement insuffisante. Celle-ci pêche à tous les niveaux :

- *Le programme de réduction de la dette* des pays pauvres s'est avéré totalement insuffisant (13 milliards de dollars versés contre une dette

Le promoteur du cynisme économique

de 2100 milliards de « peanuts » !), et soumis à des conditions inacceptables. Les plans du FMI continuent à conduire des pays comme l'Argentine à la faillite. La libéralisation commerciale sous l'égide de l'OMC se révèle chaque jour plus défavorable aux pays du Sud.

- *La santé* : A Gênes, le G7 en 2001 n'a permis de réunir qu'un peu moins d'un milliard de dollars pour le fonds de lutte contre le sida, la malaria et la tuberculose. Les contributions financières pour la lutte contre le paludisme et autres pandémies sont à des années-lumières des besoins et des promesses.

- *L'environnement* : Rappelons que les États-Unis n'ont toujours pas signé les accords de Kyoto. Les pays membres du G8 n'ont pris aucune mesure sérieuse de protection de l'environnement, de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et contre la prolifération des déchets nucléaires

- *Les finances* : Le G8 s'est fait, depuis des années, le promoteur de l'idéologie libérale et du cynisme économique des puissants. Il a coûté en 2002 60 millions d'euros : une dizaine de

milliers de personnes sont attendus cette année à Evian.

Un gouvernement du monde

Bien qu'il n'ait pas officiellement d'instance exécutive, ses réflexions sont reprises par la Banque mondiale ou le FMI. Elles se conforment aux exigences du profit et aux intérêts des multinationales. Le G8 impulse les politiques néolibérales qui accélèrent la concentration des richesses, s'attaquent au droit du travail, précarisent l'emploi et les conditions de vie. C'est un fait, les membres G8 refusent de lutter réellement contre les fraudes financières, le blanchiment d'argent et les pavillons de complaisance.

- *La démocratie* : Les chefs d'État ont été désignés par leurs élus pour diriger leur propre pays, pas pour décider pour le reste du monde ! Vu le panel de thèmes à l'ordre du jour, il est clair que le G8 prétend jouer le rôle de gouvernement du monde : les peuples de la planète ne l'ont jamais mandaté pour cela !

- *La « guerre globale »* : A Evian vont se retrouver les pays pro-guerre (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Italie) et les anti-guerre (France, Allemagne, Russie, Canada). Quelques jours après le début de l'invasion de l'Irak, G. W. Bush a estimé que le coût de la guerre pour les américains s'éleverait à 80 milliards de dollars. Selon le PNUD et l'Unicef, c'est précisément la somme annuelle nécessaire à l'échelle de la planète pour garantir l'accès universel à l'eau potable, à l'éducation de base, aux soins de santé primaire, à une alimentation décente et aux soins gynécologiques et d'obstétrique. Le G8, au nom de la lutte contre le terrorisme, légitime la guerre, le militarisme et la répression.

A Gênes, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en dépit de la répression policière qui a provoqué la mort de Carlo Giuliani

Si les Huit ne veulent pas donner la parole au reste du monde, la société civile s'en chargera.